

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° **17 / 206** /MMC/SG/DGCM
Portant octroi d'un permis d'exploitation semi-
mécanisée dénommé « V3 », situé dans le
Département de Gueguéré, Province du Ioba à la
société « SOCIETE DES MINES DU FASO
(SO.MI.F) SARL ». *Visa N° 633*

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 – 027/PRES/PM /SGG – CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MEMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières;
- VU le décret n° 2017 – 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations;
- VU le décret n° 2017–023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'Arrêté n°2017-000135/MMC/SG/DGCM du 07 septembre 2017 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km² ;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2017-339/MEEVCC/CAB du 29 septembre 2017 portant émission d'avis conforme sur la faisabilité environnementale du projet d'exploitation aurifère semi-mécanisée dénommé «V3» dans la commune de Guéguéré, province du Ioba, région du Sud-Ouest, au profit de la SOMIF SARL ;
- VU la lettre n°017-0552/MMC/SG/DGCM du 13/10/2017 portant invite à payer des droits fixés à trois millions (3 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0313402 du 18 octobre 2017 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de la société « SOCIETE DES MINES DU FASO (SO.MI.F) SARL » enregistré au Cadastre Minier le 24 aout 2017.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est octroyé à la société « **SOCIETE DES MINES DU FASO (SO.MLF) SARL** » ayant fait élection de domicile à Ouagadougou, **02 BP 6121 Ouagadougou 02**, téléphone : 71 71 74 25, Burkina Faso, un permis d'exploitation semi-mécanisée d'or du site de « **V3** », situé dans le Département de **Gueguéré Province du Ioba** dans les limites définies à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis octroyé pour l'exploitation semi-mécanisée d'or du site de « **V3** » est délimité par des bornes dont les coordonnées UTM (XY) du réseau géodésique officiel du Burkina Faso sont les suivantes :

Sommets	Coordonnées en UTM (XY)	
	X (m)	Y (m)
A	478 958	1 218 414
B	479 383	1 218 414
C	479 383	1 217 743
D	479 482	1 217 743
E	479 482	1 217 451
F	479 329	1 217 451
G	479 329	1 217 366
H	479 547	1 217 366
I	479 547	1 217 110
J	478 958	1 217 110
Ellipsoid : Clarke 1880 ,Datum : Adindan, Zone 30 N		

ARTICLE 3 : La superficie accordée pour le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **V3** » est de **100 hectares (1 Km²)**.

ARTICLE 4 : Le traitement du minerai et résidus dont l'objectif est la récupération de l'or peut se faire par tout procédé de traitement dans le respect de la réglementation minière et environnementale.

ARTICLE 5 : Au cas où le traitement serait chimique, la société « **SOCIETE DES MINES DU FASO (SO.MLF) SARL** » s'engage à dépolluer les rejets avant leur remise en nature.

ARTICLE 6 : Le permis d'exploitation semi-mécanisée confère à son titulaire le droit, sous réserve de la réglementation en vigueur :

- de transporter les substances minières jusqu'au lieu de stockage et de traitement ;
- d'établir des installations de traitement ;

- de disposer de ces produits sur les marchés intérieurs et de les exporter conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 7 :

La société «**SOCIETE DES MINES DU FASO (SO.MI.F) SARL**», bénéficie dans le cadre de ses activités d'exploitation semi-mécanisée des avantages douaniers et fiscaux tels que prévus par le code minier et les textes réglementaires en la matière.

Elle est redevable de tous droits et taxes conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 :

La durée de validité du présent permis est de **cinq (05) ans**, pour compter de la date de signature. Elle peut être renouvelée par périodes successives de **trois (03) ans** conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 9 :

La Société «**SOCIETE DES MINES DU FASO (SO.MI.F) SARL**» est tenue d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier:

- un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire ;
- un rapport d'activités au terme de l'année civile.

ARTICLE 10 :

Ces différents rapports sont établis conformément aux dispositions réglementaires du code minier.

ARTICLE 11 :

La société «**SOCIETE DES MINES DU FASO (SO.MI.F) SARL**» a l'obligation de :

- exploiter le gisement objet du présent arrêté dans les règles de l'art et s'engage à réhabiliter les sites avant leur abandon conformément à la réglementation minière et la notice d'impact environnemental ;
- respecter les mesures de sécurité et les engagements pris avec les notables du village, notamment :
 - l'emploi privilégié des jeunes de la localité ;
 - le respect des rites et coutumes de la population ;
 - le dédommagement des propriétaires des champs et autres infrastructures affectés ;
 - l'atténuation et la compensation des impacts sur l'environnement.

ARTICLE 12 :

Les infractions au code minier et au code de l'environnement ainsi qu'à leurs textes d'application sont passibles de sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires sans préjudice du retrait du permis d'exploitation semi-mécanisée.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté sera abrogé sans préjudice des sanctions civiles et pénales dans les cas ci-après :

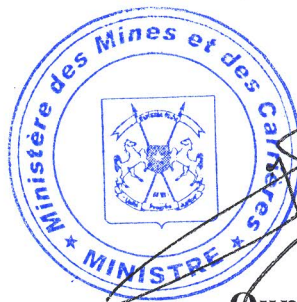
- non-respect des dispositions du code minier ;

- non-respect des mesures de préservation de l'environnement ;
- non-respect des dispositions fiscales.

ARTICLE 14 :

La Directrice Générale du Cadastre Minier est chargée de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au journal officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 07 NOV 2017



Oumarou IDANI
Chevalier de l'ordre National

Ampliations :

- 1- SP/ Cabinet
- 2 - ITS
- 4 - DGMG
- 4 - DGCM
- 2- BUMIGEB
- 1-DGD/MINEFID
- 1-DGI/MINEFID
- 3- Société « SOCIETE DES MINES DU FASO (SO.MI.F) SARL»
 - 1 - Gouverneur/Région Sud-Ouest
 - 1- Haut-Commissariat du Ioba
 - 1- Préfecture de Gueguéré
 - 1- Mairie de la commune de Gueguéré
 - 1 - J.O.
 - 1 - Classement.

